

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORANGINA SUNTORY FRANCE

52 boulevard du parc
92200 Neuilly-Sur-Seine

Code AIOT : 0006506379

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2025 dans l'établissement ORANGINA SUNTORY FRANCE implanté 42 RUE EMILE ZOLA BP 123 93120 La Courneuve. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à une plainte pour des vibrations intempestives, d'un résident de la rue Adrien Huzard contiguë au site, émise en octobre 2024 et reçue par le SRIC en décembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANGINA SUNTORY FRANCE
- 42 RUE EMILE ZOLA BP 123 93120 La Courneuve
- Code AIOT : 0006506379
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Orangina Suntory a pour activité la préparation et mise en bouteille de boissons gazeuses ou plates. L'installation est classée sous la rubrique 3642 - Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux (autorisation IED).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Émergence	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
2	Bruit et vibrations	Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article 4-1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Niveau acoustique en limites d'établissement	Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article 4-2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux réalisés par l'exploitant au niveau des groupes froids ont été achevés ultérieurement à la plainte et ces derniers étaient éventuellement à l'origine des vibrations intempestives ressenties par les riverains. Toutefois, les niveaux d'émergence admissibles demeurent dépassés au niveau des ZER à proximité, rue Adrien Huzard à Aubervilliers, considérant notamment qu'une fuite est en cours au niveau d'une cuve d'azote.

L'Inspection propose à M. le Préfet de rappeler à l'exploitant que, conformément à l'article 5 de l'AP du 30/10/1997, l'Inspection des Installations Classées doit être avertie dans les meilleurs délais en cas d'incident ou d'accident susceptible d'entraîner des nuisances ou des risques au sein de l'installation.

Une copie du présent rapport sera transmise au service Hygiène de la mairie de la Courneuve, relais de la plainte objet de cette inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Émergence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau joint à cet article, dans les zones où celle-ci est réglementée.</p> <p>Notamment:</p> <ul style="list-style-type: none">• pour les ZER où le niveau de bruit ambiant est entre 35 dB(A) et 45 dB(A), l'émergence autorisée est de 6 dB(A) de 7h à 22h du lundi au samedi, et de 4 dB(A) sinon;• pour les ZER où le niveau de bruit ambiant est strictement supérieur à 45 dB(A), l'émergence autorisée est de 5 dB(A) de 7h à 22h du lundi au samedi, et de 3 dB(A) sinon.
Constats : <p>Le 4 avril 2023, la société Decibel France avait mesuré l'émergence dans plusieurs Zones à Émergence Réglementée (ZER) rue Adrien Huzard à Aubervilliers, ainsi que les valeurs de bruits en limite de propriété. Les résultats indiquaient alors des dépassements des valeurs limites d'émission pour le bruit en limite de propriété (2 dB en période intermédiaire et 3,5 dB en période nocturne) et de l'émergence en période diurne (0,5 dB) et nocturne (entre 2,5 dB et 9,5 dB). Ces dépassements étaient attribués aux groupes froids, alors positionnés à proximité de la limite de propriété sans protection acoustique.</p> <p>L'exploitant a déplacé les groupes froids plus loin des limites de propriété et fait mettre en place par la société Decibel France de dispositifs anti-bruits, notamment un caisson en tôle et fibre minérale composé :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un écran acoustique ;• de panneaux muraux ;• de refends. <p>Ces travaux ont débuté au printemps 2024 et ont été achevés en novembre 2024.</p> <p>Des mesures supplémentaires pour s'assurer de l'efficacité des travaux ont été réalisées en décembre 2024. Ces mesures montraient des dépassements en émergence, subsistants au niveau des ZER à proximité, de nuit (dépassements entre 8 dB et 9,5 dB), mais que ces dépassements n'étaient pas imputables au fonctionnement des groupes. En effet, l'émergence mesurée lors de l'arrêt des groupes froids n'était pas différente de l'émergence mesurée lors de la marche de ces groupes. Une fuite au niveau d'une cuve d'azote a été déterminée comme l'origine possible des nuisances.</p> <p>Des mesures réalisées en 2025, en isolant le bruit issu des groupes froids, ont confirmé que les groupes froids n'étaient plus sources de nuisance sonore puisque les résultats d'émergence en ZER étaient conformes à la réglementation.</p> <p>L'exploitant a déclaré que la société Azote Liquide était intervenue à deux reprises en février et en mars 2025 pour diagnostiquer la fuite. En l'occurrence, le vide inter-paroi permettant d'isoler la</p>

<p>cuve n'était plus vide. La société devrait intervenir prochainement pour y remédier. Un remplacement de la cuve fautive pourrait être envisagée.</p> <p>Dans l'attente, les valeurs d'émergence fixée par l'AP du 30/10/1997 ne sont pas respectées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous un délai d'un mois, de mettre en place des actions correctives pour remédier à la fuite et aux nuisances sonores causées par ce dernier ; • sous un délai de deux mois, de réaliser des mesures acoustiques complémentaires pour s'assurer de l'absence de dépassements sonores en limite de propriété et du respect des valeurs d'émergence dans les ZER rue Adrien Huzard à Aubervilliers.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois, 2 mois</p>

N° 2 : Bruit et vibrations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article 4-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruits et vibrations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le point n°3 du rapport de l'Inspection du 03/11/2023 demandait notamment à l'exploitant la mise en place de capots autour de groupes froids dès que possible et un échéancier de la mise en place du mur anti-bruit ou de toute autre mesure permettant à l'exploitant de revenir sous les seuils d'émergence acceptable. L'exploitant a partiellement répondu à cette demande, considérant que les groupes froids ne sont plus à l'origine de nuisances sonores mais que la fuite entraîne d'autres dépassements sonores.</p> <p>Les vibrations ressenties par le plaignant avaient potentiellement pour origine les groupes froids, qui peuvent être à l'origine de telles nuisances en l'absence de mesures de réduction des nuisances sonores.</p> <p>Toutefois, considérant que des dépassements des valeurs limites d'émission sonores subsistent, la conformité au présent point ne peut être garantie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous un délai d'un mois, de mettre en place des actions correctives pour remédier à la

- fuite et aux nuisances sonores causées par ce dernier ;
- sous un délai de deux mois, de réaliser des mesures acoustiques complémentaires pour s'assurer de l'absence de dépassements sonores en limite de propriété et du respect des valeurs d'émergence dans les ZER rue Adrien Huzard à Aubervilliers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois, 2 mois

N° 3 : Niveau acoustique en limites d'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article 4-2
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : En tout point des limites de l'établissement, le niveau acoustique résultant du fonctionnement des différentes installations, transmis par voie aérienne, ne devra pas dépasser 65 dB(A) le jour de 7h à 20h, du lundi au samedi, 60 dB(A) en période intermédiaire soit de 6h à 7h et de 20h à 22h du lundi au samedi et de 6h à 22h les dimanches et jours fériés, 55 dB(A) la nuit de 22h à 6h.
Constats : Le 4 avril 2023, la société Decibel France avait mesuré les valeurs de bruit en limite de propriété. Les résultats indiquaient alors des dépassements de 2 dB en période intermédiaire et de 3,5 dB en période nocturne et de l'émergence en période diurne (0,5 dB) et nocturne (entre 2,5 dB et 9,5 dB). Aucune mesure du niveau sonore en limite de propriété n'a été transmise depuis. Un sonomètre indiquant le niveau sonore en continu a toutefois était installé par l'exploitant en limite de site, côté rue Adrien Huzard. Ce dernier indiquait, lors de la visite, une valeur de bruit ambiant entre 54 dB et 55 dB. Cette valeur est conforme aux valeurs limites de bruit ambiant acceptées à tout moment de la journée. Il est à noter qu'il n'y avait pas d'activité particulière ou de trafic à cet endroit-là au moment de la visite. Les documents à disposition de l'inspection ne permettent pas de vérifier la conformité au présent article.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant: <ul style="list-style-type: none">• sous un délai d'un mois, de mettre en place des actions correctives pour remédier à la fuite et aux nuisances sonores causées par ce dernier ;• sous un délai de deux mois, de réaliser des mesures acoustiques complémentaires pour s'assurer de l'absence de dépassements sonores en limite de propriété et du respect des valeurs d'émergence dans les ZER rue Adrien Huzard à Aubervilliers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois, 2 mois

N° 4 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques chroniques, Principes généraux de prévention des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : Les nuisances sonores actuelles ont pour origine possible la fuite d'une cuve d'azote. L'exploitant est toutefois engagé dans une gestion de l'incident (diagnostic et mise en place d'actions correctives). En fonction des conclusions de l'entreprise en charge de la résolution de l'incident et de la faisabilité technique d'une telle mesure, il pourrait s'avérer pertinent de mettre en place un système de détection de niveau pour les cuves d'azote, si d'aventure un tel système n'est pas mis en place. L'Inspection n'a été avertie de l'incident que lors de la visite, alors que ce dernier avait été signalé depuis décembre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection propose à M. le Préfet de rappeler à l'exploitant que, conformément à l'article 5 de l'AP du 30/10/1997, l'Inspection des Installations Classées doit être avertie dans les meilleurs délais en cas d'incident ou d'accident susceptible d'entraîner des nuisances ou des risques au sein de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite